

Statement

Minister for
International
Trade



Déclaration

Ministre du
Commerce
extérieur

91/15

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE

M. JOHN C. CROSBIE,

MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,

DEVANT LA

CHAMBRE DE COMMERCE DE MOUNT PEARL

MOUNT PEARL (Terre-Neuve)

Le 4 mars 1991

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

Canada

Aujourd'hui, je voudrais vous parler de trois questions : premièrement, de la fin de la guerre dans le Golfe; deuxièmement, des difficiles problèmes d'unité que connaissent aujourd'hui les Canadiens; et troisièmement, du plan de relance économique contenu dans le récent budget fédéral. Ces trois questions sont différentes, mais elles ont un thème commun : c'est que le gouvernement prendra les difficiles décisions qu'exigent les dures réalités de l'heure.

Permettez-moi de parler d'abord de la situation dans le golfe Persique. Comme tous les Canadiens, je suis heureux que le combat ait cessé et que la victoire ait été remportée. Les objectifs de la Coalition ont été réalisés. Le Koweït a été libéré.

Nos remerciements vont aux hommes et aux femmes des Forces canadiennes qui ont contribué à obtenir cette victoire. Ils ont risqué leur vie et se sont exécutés avec un professionnalisme remarquable, dans la meilleure tradition des Forces canadiennes. Il n'y a eu aucune perte de vie canadienne et tout le personnel canadien nous reviendra le plus tôt qu'il sera possible.

Les Canadiens peuvent être fiers que leur pays ait fait front commun avec les 30 autres membres de la Coalition. Cela a été une victoire pour le droit international et pour les Nations Unies. Les principes de la Charte des Nations Unies ont été appliqués, et la valeur de la sécurité collective a été prouvée. Le Conseil de sécurité des Nations Unies se penche maintenant sur les modalités du cessez-le-feu et sur la suite à donner à ses résolutions contre l'Iraq.

Nous devons maintenant tenter d'édifier une paix juste et durable. Il faut d'abord assurer en permanence la sécurité du Koweït et de ses voisins, répondre aux besoins humanitaires des victimes de la guerre, préparer la reconstruction du Koweït et de l'Iraq et restaurer la qualité de l'environnement dans la région. Il faut aussi saisir cette occasion pour s'attaquer aux problèmes du Moyen-Orient, et surtout pour mettre fin à la course aux armements dans la région et pour régler le différend israélo-arabe.

M. Clark rencontrera le Secrétaire général de l'ONU cette semaine à New York pour lui offrir les services du Canada. Il rencontrera aussi sous peu le secrétaire d'État américain Baker et effectuera bientôt une tournée dans la région pour rencontrer les leaders des pays de la Coalition et visiter le Koweït. Le Canada contribuera autant à garantir la paix qu'il l'a fait à gagner la guerre.

Je voudrais enfin rappeler ce qui, en rétrospective, a été l'une des rencontres les plus cruciales dans l'histoire du conflit. En août 1990, des américains éminents conseillaient au président Bush d'agir unilatéralement et de lancer immédiatement une

attaque limitée contre l'Iraq. Lorsqu'il a rencontré M. Bush à Kennebunkport, au Maine, le Premier ministre a manifesté son opposition à l'idée et a encouragé le président américain à agir par l'entremise des Nations Unies. Le Président a suivi son conseil, et les perspectives de paix et de sécurité au Moyen-Orient et dans le monde s'en trouvent aujourd'hui grandement améliorées.

Permettez-moi maintenant de vous parler de l'unité nationale. Je voudrais d'abord vous citer ces mots de Gordon Robertson, ex-greffier du Conseil privé et principal conseiller constitutionnel des premiers ministres Pearson et Trudeau. Selon M. Robertson :

«Bien des Canadiens anglophones n'ont pas compris l'importance de l'Accord du lac Meech pour le Québec. Ils ont été amenés à penser que l'Accord pourrait être rejeté sans que cela ne change rien à la situation.»

Personne à Terre-Neuve ne devrait avoir pensé cela. Pendant cette fatidique semaine de juin dernier, le Premier ministre du Canada, le Premier ministre de l'Ontario, le Premier ministre de la Saskatchewan et le Premier ministre du Nouveau-Brunswick se sont tous adressés à l'Assemblée législative pour expliquer clairement à quel point l'unité canadienne serait menacée si Terre-Neuve maintenait sa répudiation de l'Accord. Et nous voilà maintenant justement dans la situation qu'on avait prédite.

Comme le disait récemment Richard Cashin :

«Une fois l'Accord du lac Meech enterré, il n'y avait plus de doute que le Québec devrait réexaminer la question de la souveraineté.»

Et comme le déclarait récemment Fraser March :

«L'Accord du lac Meech nous aurait au moins donné 20 ans de discussions qui nous auraient gardés unis.»

Mais étant donné la situation, il reste maintenant peu de temps. Et un changement est requis. Selon les mots du leader libéral Jean Chrétien :

«Politiquement parlant..., le statu quo n'est plus la solution pour le Québec ni pour l'ensemble du Canada... Il est plus facile de rejeter les non-solutions -- l'indépendance et le statu quo -- que de définir exactement les réformes qui répondront aux besoins des Canadiens ainsi que les défis économiques, sociaux et culturels du monde moderne.»

Le leader du NPD, Audrey McLaughlin, disait à peu près la même chose l'an dernier :

«Le statu quo n'est pas acceptable. C'est clair. C'est la réalité. Il faudra trouver une nouvelle formule avec le Québec.

J'ai toujours pensé, et bien avant mes débuts en politique, que le Québec est une société distincte sur les plans historique et culturel.»

En février, le Premier ministre a parlé de l'avenir du Canada à Toronto et à Québec.

Partant de l'hypothèse d'un Canada fort et uni, il a esquissé l'intention du gouvernement de collaborer avec les Canadiens pour restructurer le Canada, non le démanteler. Il a souligné la nécessité de restaurer la compréhension et le respect entre les partenaires de la Confédération.

Il a reconnu que nous devons tenir compte du sentiment d'impuissance dans l'Ouest et des disparités dans les provinces de l'Atlantique. Que nous devons prêter oreille aux préoccupations de nos régions du Nord et de nos populations autochtones. Que nous devons chercher à comprendre la frustration croissante de nombreux Ontariens dont la contribution au Canada est rarement reconnue. Et que nous devons trouver le moyen de garantir que les Québécois deviendront des partenaires canadiens volontaires et enthousiastes.

Le Premier ministre a mentionné que l'examen de nouveaux arrangements devra respecter sept principes de base.

Premièrement, tout changement devrait favoriser un Canada plus prospère. S'il peut être prouvé que le transfert de certains pouvoirs fédéraux aux provinces améliorera la prospérité des Canadiens, le gouvernement fédéral n'hésitera pas à l'accepter.

Mais le réaménagement de la Confédération est un processus à deux sens. Il se peut que certains pouvoirs qu'exercent actuellement les provinces soient plus avantageusement assumés par le gouvernement fédéral alors que le Canada se prépare à relever les nouveaux défis posés par la mondialisation.

Deuxièmement, le gouvernement fédéral encouragera les changements constitutionnels qui favorisent une fédération plus efficiente et une nation plus concurrentielle.

Troisièmement, nous devons nous laisser guider par l'équité car nous voulons un Canada qui respecte non seulement la diversité de ses citoyens, mais aussi leur égalité.

Quatrièmement, ne nous laissons pas emprisonner par les vieux dogmes et les idéologies fanées. Recherchons le pratique.

Examinons les éléments communs aux diverses solutions proposées, et attachons-nous aux points qui permettent de combler les divergences, pour le bien de tous.

Cinquièmement, nous devons maintenir certaines normes nationales dans l'intérêt de tous les Canadiens. Cela signifie par exemple que les pensions doivent être transférables et que les soins de santé doivent être accessibles à tous les Canadiens. Cela signifie aussi que, dans des domaines de compétence partagée comme l'environnement, nous avons le devoir de travailler ensemble pour favoriser l'intérêt commun.

Sixièmement, nous sommes disposés à examiner tout arrangement qui a pour effet de décentraliser le processus de prise de décisions et d'engager directement les gens dans ce processus.

Enfin, nous devons sauvegarder les droits de tous les Canadiens. Nous avons déjà assez d'une clause de dérogation dans la Charte. Nous n'en voulons pas d'autre.

Le Gouvernement du Canada n'agira pas comme arbitre dans les discussions constitutionnelles. Des intérêts vitaux sont en jeu, et le fédéral les défendra fermement et vigoureusement.

Notre Constitution ne devrait pas être vue comme fixée dans la pierre. C'est la Constitution qui devrait être adaptée au pays, et non le contraire. Et un changement est requis, pour le bien du pays.

Le premier ministre Wells a répondu positivement au discours du Premier ministre, déclarant :

«Je me réjouis du leadership dont il fait preuve en défendant cette position dans l'ensemble du pays...»

Nous apprécions son appui des efforts du Premier ministre, mais il me semble que M. Wells accepte avec une remarquable sérénité la possibilité d'une nation divisée. Comme il le mentionnait récemment :

«Si nous ne pouvons nous entendre sur un compromis [avec le Québec], je ne peux que supposer que nous en viendrons à deux pays.»

Cette perspective ne semble pas troubler particulièrement M. Wells, pas plus que dans les dernières semaines décisives de juin.

Et il semble que bien des Terre-Neuviens croient que cela ne fera aucune différence si le Québec se sépare. Certains croient même que Terre-Neuve profitera d'un Canada sans le Québec. Quelques-uns invitent même ouvertement le Québec à se séparer.

Peter Boswell écrivait récemment ceci :

«Peut-être que la plus grande contribution que le Québec pourrait faire maintenant serait de se séparer le plus vite possible et de laisser le reste du Canada bâtir un pays prospère et uni.»

C'est plus ou moins ce que dit aussi Jacques Parizeau, le chef du Parti québécois.

À Québec, le Premier ministre a récemment dit :

«Méfiez-vous des marchands d'illusions, de ceux qui ne voient pas de problème à détruire un grand pays pour le reconstruire ensuite, de ceux qui prétendent pouvoir à eux seuls changer le cours de l'histoire.»

C'est un message qui doit être rappelé à tous les Canadiens, et pas seulement aux Québécois.

Si le Canada se divise, pourquoi devrions-nous croire que nous n'en subirions aucune conséquence ou que nous profiterions de la séparation du Québec? Évidemment, si vous supposez que les choses ne pourraient pas être pires qu'elles le sont maintenant, tout changement devrait être pour le mieux. C'est ce que semblait suggérer l'*Evening Telegram* dans son éditorial du 14 février :

«On fait valoir que le maintien d'un Canada uni est essentiel pour l'avenir économique des provinces de l'Est et de l'Ouest. Que le départ du Québec renforcerait l'influence du Centre, de l'Ontario, sur les plans politique et économique. Mais cette affirmation ne correspond pas à la situation présente. L'Est et l'Ouest sont déjà dans une situation difficile, et la domination du Centre pourrait difficilement être plus forte qu'elle l'est déjà.»

Les Terre-Neuviens ne sont certainement pas tous d'accord là-dessus.

Parlant d'un Canada divisé par la séparation du Québec, Cabot Martin disait récemment :

«Ce sont les minorités qui seront le plus durement touchées... le gouvernement central ne pourra pas s'occuper de Terre-Neuve comme avant... Lorsque le gouvernement fédéral sera soumis aux énormes tensions des prochaines années, ce sont les gens de cette province qui vont en souffrir, et aussi les populations des autres provinces pauvres.»

Christopher Pratt a exprimé la même idée en ces mots :

«Une fois le Québec parti, l'Ontario et l'Ouest pourraient, par exemple, se montrer très peu intéressés à soutenir Terre-Neuve...»

Et Peter Fenwick, en termes presque apocalyptiques, a décrit Terre-Neuve comme «tentant de se faire connaître du reste du monde comme la région la plus pauvre d'un nouveau Pakistan oriental».

L'unité nationale est importante pour Terre-Neuve. Elle est importante parce qu'un Canada divisé n'aurait plus sa place parmi les grandes nations du monde, pas plus sur le plan politique qu'économique. Elle est importante parce qu'un Canada divisé pourrait entraîner la perte de l'engagement commun des Canadiens à maintenir de grandes politiques sociales et économiques nationales. Et elle est importante parce qu'un Canada divisé pourrait traiter moins équitablement et moins généreusement les gouvernements des provinces plus pauvres, les provinces plus riches tenant davantage à conserver leur richesse en période d'incertitude.

Lorsqu'ils réfléchissent à la nécessité de faire un effort spécial pour maintenir un Canada uni, les Terre-Neuviens doivent discuter et comprendre ce qu'ils risquent de perdre. Autrement, nous pourrions aller à la catastrophe en somnambules.

Enfin, je voulais vous parler du récent budget fédéral. Le budget prévoit un plan de relance économique qui nous permettra de sortir de la récession, de poursuivre notre croissance et de maintenir notre prospérité. La priorité est d'instaurer les conditions essentielles à la relance. La clé de la relance est l'abaissement des taux d'intérêt. Cela se fera par :

- l'établissement d'objectifs clairs et réalisables visant à réduire l'inflation à 2 % d'ici à la fin de 1995;
- la création d'un Fonds de service et de réduction de la dette qui permettra de réduire le déficit à l'aide des recettes nettes tirées de la TPS et de la privatisation;
- la prorogation de l'actuel Plan de contrôle des dépenses et le réexamen des décisions de dépenses récentes;
- la réduction du coût des frais d'exploitation du gouvernement, surtout en gelant les budgets de salaires des ministères et les salaires des ministres et en

imposant de nouvelles limites aux salaires des députés;
et

- la limitation, par voie législative, des dépenses de programmes pour les cinq prochaines années.

Pendant la dernière récession, le déficit du Canada a doublé, passant de 14 milliards à 28 milliards de dollars. Toutefois, les mesures contenues dans ce budget maintiendront le déficit à 30,5 milliards de dollars cette année et l'an prochain, malgré les pressions exercées par l'actuelle récession. Pendant l'année financière suivante, avec la relance de l'économie et l'abaissement des taux d'intérêt, le déficit tombera en deçà de 25 milliards de dollars pour la première fois en 10 ans. De plus, les nouveaux emprunts fédéraux sur les marchés financiers seront éliminés après 1993-1994.

Malgré ces difficultés, le gouvernement fédéral s'est engagé à maintenir les principaux transferts fédéraux (péréquation, RAPC et FPP) au gouvernement de Terre-Neuve :

- en 1991-1992, les transferts fédéraux à Terre-Neuve totaliseront plus de 1,4 milliard de dollars ou environ 2 500 \$ par personne;
- en 1992-1993, le FPP limité ne comptera que pour environ 0,2 % des recettes provinciales; et
- en 1991-1992, les principaux transferts fédéraux continueront à compter pour plus de 45 % des recettes de Terre-Neuve.

Dans l'ensemble, l'économie nationale devrait reprendre sa croissance au deuxième semestre de cette année grâce au Plan de relance économique.

Le gouvernement de Terre-Neuve a reconnu la sagesse des mesures difficiles mais nécessaires contenues dans le budget fédéral. Le premier ministre Wells a dit :

«Je suis un peu soulagé, pour être honnête. Je dirais que ce budget ne modifiera pas sensiblement le nôtre.»

Le ministre des Finances Hubert Kitchen a déclaré :

«[Le budget] est très raisonnable étant donné la situation que nous vivons... [Il aura] un impact minimal sur la position financière de la province cette année.»

Le président du Conseil du Trésor, Winston Baker, s'est réjoui que Michael Wilson ait annoncé que les recettes de la taxe sur les produits et services serviront à réduire le déficit :

«Je pense que c'est une bonne initiative; c'est quelque chose qui doit être fait.»

M. Baker a ajouté, en parlant de l'effet que le budget fédéral aura sur la capacité du gouvernement provincial de régler son problème de déficit :

«Hier, nous avons un déficit de 200 millions de dollars. Nous avons encore aujourd'hui ce problème de 200 millions qui devra être pris en compte dans notre budget. Dans ce sens, le budget fédéral n'a pas d'impact sur le nôtre.»

Les ministres provinciaux ont raison d'avoir confiance dans les perspectives économiques globales de Terre-Neuve en 1991. À cause d'Hibernia. En janvier, le *Conference Board du Canada* a prédit que :

«C'est l'économie de Terre-Neuve qui affichera la plus forte croissance au Canada cette année en raison du projet Hibernia, qui donnera aussi beaucoup de dynamisme à l'économie de la province en 1992.»

Pour Terre-Neuve, le *Conference Board* prédit cette année le plus fort taux de croissance économique, le meilleur taux de création d'emplois et le meilleur taux d'accroissement des ventes de détail au Canada. Cela aussi en raison du Plan de relance économique contenu dans le budget.

Je vous ai parlé de trois questions : de la situation dans le Golfe, de l'unité canadienne et de l'économie nationale. Sur chacune de ces trois questions, le gouvernement a pris les difficiles décisions requises pour affronter les dures réalités de l'heure. Nous avons pu le faire parce que le Canada est respecté par une communauté internationale qui le considère comme un pays uni et prospère.

Tout cela est maintenant remis en cause d'une façon que trop peu de Terre-Neuviens semblent comprendre. Si nous ne faisons pas d'effort spécial pour maintenir l'unité du Canada, nous risquons de perdre bien plus que ce que nous pensons avoir aujourd'hui.